



NATIONS UNIES



Distr.
GENERALE

E/3190
5 décembre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Reprise de la vingt-sixième session
Point 25 de l'ordre du jour

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CONSEIL POUR 1959

Etablissement par le Secrétaire général des Nations Unies
d'une liste des parcs nationaux et réserves analogues

Le Secrétaire général a reçu du représentant des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies le mémoire explicatif ci-joint qui concerne la proposition faite par les Etats-Unis (E/3188) d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-septième session la question ci-après : "Etablissement par le Secrétaire général des Nations Unies d'une liste des parcs nationaux et réserves analogues".

ETABLISSEMENT PAR LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES
D'UNE LISTE DES PARCS NATIONAUX ET RESERVES ANALOGUES

Conformément à l'article 10 du règlement intérieur du Conseil, les Etats-Unis d'Amérique ont, le 24 octobre 1958, demandé au Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-septième session du Conseil économique et social une question intitulée "Etablissement par le Secrétaire général des Nations Unies d'une liste des parcs nationaux et réserves analogues". Si cette proposition a été faite, c'est parce que le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis reconnaissent l'importance des parcs nationaux et des réserves analogues du point de vue culturel, scientifique, éducatif, économique et récréatif, et le rôle qu'ils peuvent jouer comme source d'inspiration et de bien-être pour l'humanité.

Les Etats-Unis pensent qu'en reconnaissant comme il convient sur le plan international l'importance de ces zones, on favoriserait la création de nouveaux parcs et de nouvelles réserves et l'on contribuerait à assurer la conservation permanente des parcs et des réserves existants. Un moyen d'assurer une telle reconnaissance sur le plan international serait que le Conseil économique et social prie le Secrétaire général d'établir, avec l'assistance des gouvernements des Etats Membres et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif intéressées, une liste des réserves et des parcs nationaux, cette liste devant être tenue à jour et mise à la disposition des gouvernements de tous les Membres des Nations Unies ainsi que du public.

A cet égard, il conviendra de prendre tout spécialement en considération les travaux de l'Union internationale pour la conservation de la nature qui a tenu sa sixième Assemblée générale à Athènes en septembre 1958. L'Union a alors demandé instamment qu'on accorde sur le plan international l'intérêt voulu à l'établissement et à l'entretien de parcs nationaux; elle a créé, à titre provisoire, un comité international des parcs nationaux. L'Union a transmis au Secrétaire général un résumé de ces décisions.

Afin de faciliter l'examen de la question par le Conseil économique et social, un projet de résolution concernant les mesures que le Conseil pourrait adopter est joint au présent mémoire.

/...

PROJET DE RESOLUTION

Le Conseil économique et social,

Notant que des parcs nationaux et des réserves analogues ont été créés dans la plupart des pays qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et qu'ils sont une source d'inspiration, de culture et de bien-être pour l'humanité,

Persuadé que ces parcs nationaux présentent un grand intérêt du point de vue économique, récréatif et scientifique, et en tant que zones où la faune, la flore et les formations géologiques pourront être conservées dans leur état naturel,

1. Prie le Secrétaire général d'établir une liste des parcs nationaux et réserves analogues, accompagnée d'une brève description de chacun d'eux, pour examen par le Conseil à sa vingt-neuvième session, ainsi que de formuler des recommandations concernant la tenue à jour de la liste et sa distribution;

2. Invite les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique à communiquer au Secrétaire général une description des zones qu'ils désirent voir reconnues sur le plan international comme réserves et parcs nationaux;

3. Invite en outre les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif intéressées à aider le Secrétaire général, sur sa demande, à préparer la liste proposée.
